

Le ministère allemand des Affaires étrangères et son personnel pendant et après le nazisme

Ce n'est qu'en 2005 que le ministère allemand des Affaires étrangères a lancé une étude sur ses activités durant la période nazie et l'après-guerre. Jean-Luc Bellanger a lu l'ouvrage qui en résulte, consacré à ce docile agent d'un régime monstrueux.

C'est un très gros livre, au titre discret, mais plein de sous-entendus. *Das Amt*, c'est banalement « le Service », mais en clair il s'agit du ministère des Affaires étrangères, dit aussi la « *Wilhelmstrasse* » comme on dit pour la France « *Le Quai* », pour le Quai d'Orsay où siège à Paris son équivalent français. Le titre complet de l'ouvrage est : *Le Service et le passé. Diplomates allemands sous le III^e Reich et en RFA*. On a relativement peu parlé du rôle de ce ministère durant les années nazies. C'est que son action était limitée, toute autorité étant fermement dans les mains du Führer, les diplomates ayant tout au plus le droit d'appliquer les instructions de Hitler qui, c'est de notoriété publique, avait la plus grande méfiance à leur égard.

L'ouvrage comporte deux parties inégales, la première, avec 300 pages consacrées à la période nazie, et la seconde traitant en un peu moins de 400 pages la période d'après-guerre. Cette inégalité peut surprendre, mais elle a ses raisons. En effet, l'ouvrage en question est le résultat du travail d'une « Commission indépendante d'historiens » nommée en 2005 par le ministre fédéral des Affaires étrangères Joschka Fischer. Elle devait dresser un bilan exhaustif et indiscutable de l'activité de ce ministère sous le nazisme, mais aussi de la façon dont cette activité a été présentée depuis la fin de la guerre. Étudier aussi les traces du passé - et de la présence de personnel - nazis sur le développement du ministère après son rétablissement en 1951. Ce tableau général devenait indispensable. En effet les recherches historiques allemandes

et étrangères avaient peu à peu sapé une chape de bonne conscience recouvrant jusque-là les activités du ministère sous le nazisme. Pratiquement dans tous les domaines, et en particulier dans celui du génocide des juifs, les services diplomatiques avaient pour le moins été au courant des crimes en préparation ou en cours d'exécution. Dans bien des cas, contrairement aux affirmations contraires, ils avaient été acteurs à un titre ou un autre. Il fallait un tableau enfin objectif.

Un seul ambassadeur démissionne en 1933

Les membres du corps diplomatique de l'Empire allemand venaient traditionnellement des milieux de la noblesse. La République de Weimar n'y avait pas changé grand-chose, de sorte qu'à l'avènement de Hitler sa composition d'origine était inchangée. Les nobles étaient en général nationalistes, pouvaient donc trouver de bons côtés à la propagande nazie, malgré les origines plébéiennes de la majorité des membres du NSDAP. De plus, selon une déclaration du secrétaire d'État aux Affaires

étrangères Bernhard von Bülow, « *on ne laisse pas tomber son pays parce qu'il a un mauvais gouvernement* ». Un seul des diplomates de premier plan en poste début 1933 donna sa démission, l'ambassadeur à Washington Friedrich von Prittwitz und Gaffron. Tous les autres restèrent en fonctions, et se consacrèrent avec ardeur à démentir les informations publiées à l'étranger sur les arrestations arbitraires et les mauvais traitements infligés aux adversaires politiques des nazis ainsi qu'à de nombreux juifs. Des instructions adressées à tous les postes diplomatiques fournissaient pour cela des arguments destinés à contrer les informations qui déplaisaient aux nazis. Von Bülow lui-même avait dès le 13 mars 1933 ordonné de rassembler toutes les données statistiques allant dans le sens d'une « poussée juive » abusive au sein de la société allemande. Il est frappant, par ailleurs, de voir que la propagande antisémite de ce ministère n'était inspirée ni par les services de Goebbels, ni par le parti nazi lui-même.

Le premier grand remaniement eut lieu au ministère à l'été 1933, mais ne toucha que quelque 23 diplomates sur plus de

qui défendait une politique moins hostile envers le gouvernement soviétique, et qui démissionna en juin 1934 après une violente discussion avec Hitler. Un terme à la mode était la « mise au pas » (*Gleichschaltung*, à peu près « mise sur la même longueur d'ondes »), ici réalisée par chacun sur lui-même, humoristiquement définie comme « *Selbstgleichschaltung* » (*selbst* = soi-même). De plus naturellement le recrutement était orienté. En 1934, sur 112 candidats, sept étaient au parti nazi, mais l'année suivante 54 sur 108 !

Deux ministres de Hitler : von Neurath et von Ribbentrop

Le ministre des Affaires étrangères nommé le 30 janvier 1933 était un diplomate de carrière, Constantin von Neurath, qui avait les faveurs du président Hindenburg. Il n'était pas nazi, et ne croyait pas à une longue durée de la présence de Hitler au pouvoir. Pourtant il fit le nécessaire pour satisfaire le nouveau chancelier et appliquer la nouvelle politique étrangère, comme, dès le 14 octobre 1933, la sortie de l'Allemagne de la Conférence du désarmement à Genève, et de la Société des Nations (la SDN, préfiguration de l'ONU de 1945). Il signa le « pacte de non-agression » avec la Pologne en janvier 1934. Après la mort du président Hindenburg et le plébiscite accordant les pleins pouvoirs à Hitler en août 1934, la durée du régime et l'autorité pleine et entière de Hitler étant évidentes, Neurath n'avait d'autre possibilité que de suivre la voie décidée par le Führer qui, sans expérience internationale, ne voulait pas se passer du professionnalisme des diplomates. Ceux-ci, d'une façon générale, avaient seulement en vue le redressement de l'Allemagne. C'est ainsi qu'un envoyé extraordinaire à Londres, un certain Joachim von Ribbentrop, était parvenu non sans mal à la conclusion en juin 1935 d'un traité avec la Grande-Bretagne important pour Hitler, autorisant son pays à reconstituer une flotte de guerre (35 % du tonnage de la flotte britannique). Ribbentrop devait dès lors rester au premier plan des Affaires étrangères, avant de devenir ministre lui-même en 1938.

Membre du parti nazi depuis mai 1932, c'était un arriviste, qui avait créé en avril 1934 au sein des Affaires étrangères un service personnel qui comptait finalement quelque 150 collaborateurs. Aveuglément suiviste de Hitler, il s'était ainsi créé un outil pour lequel il ne se sentait responsable qu'envers le Führer. Ses rapports avec le ministre Neurath étaient mauvais et le restèrent toujours. Neurath avait aussi des problèmes avec les instances du parti nazi à l'étranger. ●●●

RIBBENTROP (À DROITE), FIDÈLE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE HITLER, AU TRIBUNAL DE NUREMBERG QUI LE CONDAMNERA À MORT. À SES CÔTÉS, RUDOLF HESS ET, DEBOUT, GERING.



Quelques opposants au nazisme aussi

Il ne serait pas juste de mettre tous les membres d'un ministère aussi important dans le même panier. Sous Ribbentrop le personnel augmenta entre 1938 et 1943 de 2665 à 6548, et il est clair que, dans ce nombre, se trouvaient des opposants au nazisme. Certains d'entre eux se manifestèrent lors de la tentative de putsch du 20 juillet 1944. D'autres ont été connus pas la suite comme opposants, et certains avaient eu une attitude courageuse, souvent même remarquable, sans être jamais découverts. Un exemple vaut d'être cité, celui de Fritz Kolbe, que sa fonction au sein du ministère tenait particulièrement bien au courant, et qui fournit dès 1943 des informations hautement secrètes au représentant de l'OSS [Office of Strategic Services] américain à Berne, Allen Dulles. Ces cas isolés ne changent rien au vrai visage de ce service, docile agent d'un régime monstrueux. J.-L.B

400 membres du haut personnel. Il y eut peu de nominations individuelles, comme celle du Prince Josias zu Waldeck und Pyrmont, membre du parti nazi et de la SS depuis 1929, collaborateur de Sepp Dietrich et de Heinrich Himmler depuis 1930. La recommandation de Goering le fit recruter, comme il le souhaitait et malgré son impréparation évidente, au ministère... où il lui fallut un an pour comprendre qu'il n'y servait à rien. Mais même les diplomates expérimentés n'avaient plus voix au chapitre. On peut citer un cas exceptionnel. Il s'agit de l'ambassadeur à Moscou, Rudolf Nadolny,

●●● Les responsables du NSDAP-AO⁽¹⁾ voulaient être reconnus comme représentant leur pays au même titre que les diplomates officiels, ce qui donnait lieu à des frictions constantes. Neurath et le chef de cette organisation, Ernst Wilhelm Bohle, qui avait le titre de *Gauleiter*, tentèrent de régler le problème, sans réel succès. Pour pacifier les rapports, Bohle fut recruté par le ministère où il devint « chef de l'Organisation à l'étranger », puis secrétaire d'État en décembre 1937. Ensuite peu à peu bon nombre de membres de l'AO furent intégrés au personnel, dans le cadre consulaire ou dans les ambassades.

Il faudrait encore mentionner l'influence de Himmler et des SS. Nombreux ont été les hauts responsables de la diplomatie pourvus de grades honorifiques SS. On comptait déjà fin 1937 environ 10 % des hauts fonctionnaires du ministère membres de la SS, mais ce chiffre atteignait 75 % au 1^{er} septembre 1939. Entre-temps l'Autriche avait été annexée, les Sudètes de Tchécoslovaquie également, avant que le pays entier ne passe sous domination nazie, le « pacte d'acier » entre Hitler et Mussolini avait été conclu en mai 1939, le tout avant le coup de tonnerre du pacte Hitler-Staline, conclu par Ribbentrop au mois d'août suivant, juste avant la guerre.

« Les juifs feraient mieux de quitter l'Allemagne... »

Le ministère, sous Ribbentrop, donnait l'impression d'une grande activité. D'ailleurs le nombre des hauts fonctionnaires y était passé de 1933 à 1939 de 436 à 596. Une des questions constamment à son ordre du jour était la « question juive ». Le principe des années précédant la guerre était de favoriser, autant que possible, l'émigration des juifs vivant en Allemagne, ces départs étant accompagnés d'une spoliation pratiquement totale des biens des partants. Un accord avait pourtant été signé entre le ministère de l'Économie et des représentants sionistes dès août 1933 (Accord Haavara) qui permettait à des émigrants de transférer la valeur de leurs biens en permettant une exportation de produits allemands vers la Palestine. C'est ainsi que 38 500 juifs parvinrent en Palestine entre 1933 et 1936, suivis de 15 ou 20 000 autres jusqu'au début de la guerre. Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères Ernst von Weizsäcker avait d'ailleurs confié à l'ambassadeur suisse à Paris en 1938 que les juifs feraient mieux de quitter l'Allemagne « sans quoi ils risquaient tôt ou tard leur anéantissement total (*vollständige Vernichtung*) ».

Le ministère des Affaires étrangères, en réalité plutôt opposé à l'émigration de juifs, surtout intellectuels, s'adapta constamment aux directives concernant cette émigration. Elles variaient en effet, qu'il s'agisse d'aiguiller les candidats à l'émigration vers la Palestine ou vers d'autres destinations. Les réflexions de Hitler ou Himmler évoluaient, privilégiant tantôt la Palestine, ou souhaitant longtemps favoriser une émigration « dispersée ». La guerre bloqua certaines destinations, mais toujours le ministère intervint jusqu'à l'attaque contre l'URSS et l'interdiction définitive de l'émigration.

Le ministère fut ensuite constamment au courant du génocide en cours, dès avant la réunion de Wannsee. L'Office principal de sécurité du Reich (RSHA) rédigeait régulièrement des rapports sur l'activité des « Groupes d'intervention » en URSS, qui lui furent régulièrement adressés dès fin octobre 1941. Par la suite, les Affaires étrangères ne pouvaient ignorer les camps d'extermination. Nombreux sont les exemples de la contribution de membres de ces services, surtout dans le sud-est européen, à l'envoi de juifs à la mort.

Le ministère avait forcément des représentants partout où sévissait la politique nazie. On les trouvait dans tous les pays alliés ou occupés. On les trouvait aussi aux Armées. En 1942 ils étaient 15 auprès des quartiers-général, du front de l'est en particulier, chargés de rassembler du matériel de propagande à destination de l'étranger, de faciliter le travail des correspondants de la presse étrangère, de veiller à l'information des militaires en matière internationale et surtout d'informer régulièrement le ministère sur leur secteur. Selon les auteurs de notre étude, on trouve là les rapports officiels les plus critiques de la politique nazie envers les populations occupées comme envers les prisonniers de guerre⁽²⁾. Il faut d'ailleurs mentionner une initiative de Ribbentrop en décembre 1941, qui suggérait de répondre à une proposition de la Croix-Rouge internationale de fournir une aide en vêtements, alimentation et vaccins aux prisonniers de guerre allemands en URSS et soviétiques aux mains des Allemands, et d'échanger des listes nominatives. Hitler refusa, sachant par exemple que les Soviétiques allaient mourir en masse.

Après 1945

Il est impossible dans ce cadre d'entrer dans le détail de quelques actes positifs individuels de fonctionnaires de ce ministère, comme de décrire l'obéissance servile de la majorité de leurs collègues aux directives nazies. Le fait évident en tout cas est que la recherche historique concernant le ministère des Affaires étrangères sous le nazisme a été longtemps très pauvre, par manque d'intérêt des historiens, en partie, mais aussi par une constante difficulté d'accès aux documents nécessaires. Un facteur fondamental a été ce qui constitue la matière première de cette étude : un très grand nombre des fonctionnaires qui ont servi le régime nazi sans états d'âme ont poursuivi des carrières responsables au sein des gouvernements de République fédérale, et entre autres de ce même ministère. Ils ont bien entendu freiné toute recherche. C'est ce qui constitue le tissu de la seconde partie de notre ouvrage.

Souvent de formation juridique, les fonctionnaires du ministère trouvèrent en général facilement à s'occuper après 1945, la dénazification ne constituant le plus souvent qu'une formalité. Une « Enquête parlementaire n° 47 » sur la dénazification de diplomates en activité, membres du personnel avant 1945, fut déclenchée en octobre 1951 par une série d'articles du journal *Frankfurter Rundschau*. Elle montra que,

par rapport à l'ensemble de la population, ils étaient deux fois plus nombreux à être classés dans les catégories les moins compromises, alors que sur 129 responsables, 89 avaient appartenu au parti nazi et 39 à une de ses organisations.

Le « nouveau » ministère des Affaires étrangères, sous le même nom que son prédécesseur (« *Auswärtiges Amt* », AA) avait vu le jour en mars 1951. Mais la Commission arriva à la conclusion que de nombreux membres du personnel, étant donné leurs états de service nazis, ne pouvaient pas être utilisés à l'étranger... C'est à cette occasion que le chancelier Adenauer eut la phrase mémorable qu'il « *fallait cesser de flairer des nazis partout (Naziriecherei)* ».

Le jugement des responsables

Les deux ministres des Affaires étrangères de Hitler, Neurath et Ribbentrop, furent jugés par le Tribunal international de Nuremberg. Le premier fut condamné à 15 ans de prison, le second à la peine capitale et exécuté. Pour les membres du personnel, même de rang élevé, il en alla autrement. Sur les centaines de fonctionnaires qui avaient sévi en particulier dans le cadre du génocide contre les juifs, seuls quelques-uns furent mis devant leurs responsabilités. Les Américains, qui voulaient faire régner la justice de façon bien plus conséquente que les Anglais ou les Français, avaient prévu au départ quelque 36 procès contre des criminels

Pourtant il a été démontré qu'entre 1949 et 1955 le ministère comptait quelque 64,3 % d'anciens nazis, contre une moyenne de 32,4 % dans les autres ministères. Une loi de 1951 (paragraphe 131) réservait, il est vrai, au moins 20 % des places aux fonctionnaires en poste à la capitulation nazie, une situation nettement meilleure que les maigres réparations offertes aux victimes du nazisme.

L'ensemble de la fonction publique en RFA s'était trouvée en effet devant l'impossibilité pratique de pourvoir aux besoins administratifs sans recourir à d'anciens membres du parti nazi. Le premier chef du nouveau ministère avait eu une belle formule, disant « *nous engageons des membres du parti (Parteigenossen), pas des nazis* », et effectivement on ne recruta en principe ni adhérents d'avant 1933, ni SS, ni « activistes ». Il n'en resta pas moins une masse de problèmes pratiques au moment de désigner les représentants à l'étranger, dont le choix fut parfois discutable. Un exemple est l'établissement prudent et laborieux des relations diplomatiques avec Israël, dont le succès final est peut-être dû entre autres à un ambassadeur pourtant très discuté à ses débuts. C'est en tout cas un problème qui n'a pas affecté la RDA, où un seul ancien haut fonctionnaire du ministère hitlérien eut un poste important. Il est vrai qu'il avait été membre du parti communiste, et avait été informateur de l'URSS dès avant la guerre. D'ailleurs sur 504 anciens hauts fonctionnaires de l'AA nazie, seuls 14 s'étaient établis en RDA.

Un problème qui s'était posé dès la renaissance du ministère était celui de la forma-

tion des diplomates. Les candidatures ne manquaient pas, mais les étudiants en diplomatie ne se voyaient pas offrir de salaires attractifs, et les perspectives de carrière étaient limitées. Un centre de formation fut créé, dans lequel nombre des enseignants étaient issus de la carrière nazie, à côté de résistants indiscutables comme Eugen Kogon, Fabian von Schlabrendorff, proche des membres du 20 juillet 1944 ou encore Prittwitz, le seul ambassadeur à avoir démissionné en 1933.

Les miasmes nazis ne se dissipèrent pas facilement. C'est seulement à la fin des années 1990 que, par exemple, certaines grandes industries chargèrent des historiens de faire le bilan politique de leur

de guerre nazis. Ce nombre fut vite réduit à 18, puis 16, et ce sont finalement 12 procès « *succédant à Nuremberg* » qui furent menés contre 185 accusés. Le procès n° 11, vite appelé « *Procès de la Wilhelmstrasse* », qui dura de janvier à novembre 1948, ne comptait pourtant parmi ses 21 accusés que huit membres du ministère situé à cette adresse. Conformément à la tendance qui s'était peu à peu établie, les condamnations furent limitées, le secrétaire d'État Weizsäcker à sept ans de détention, le chef des nazis de l'étranger, Bohle, à cinq ans, durées réduites par la suite par le haut-commissaire américain John McCloy. J.-L.B.

existence sous Hitler. En ce qui concerne ce ministère des Affaires étrangères, les questions cruciales ne furent posées que grâce au ministre Joschka Fischer, originaire de l'ultra-gauche. Le travail de la commission qu'il créa en 2005 est dense, il dresse un tableau complexe, certainement trop détaillé pour être résumé dans un bref article comme celui-ci. Il montre en tout cas à quel point le tissu nazi sous-tendait l'ensemble de cette administration. La République fédérale d'Allemagne a néanmoins joué un rôle positif dans l'évolution du monde depuis 1945, malgré ce handicap durable. Rendons-en acte.

JEAN-LUC BELLANGER

(1) Sur l'Organisation internationale du parti nazi NSDAP-AO, voir l'article du *Patriote Résistant* d'avril 2011.

(2) Les archives du ministère nazi des Affaires étrangères - *Auswärtiges Amt* - ont aussi livré nombre de documents inestimables. L'unique protocole retrouvé de la Conférence de Wannsee de janvier 1942 y a par exemple été découvert en 1945. De même une banale note de frais du « *Judenreferent* » (chargé de la question juive) du ministère, Franz Rademacher, envoyé à Belgrade en octobre 1941, portait comme justification « *liquidation de juifs à Belgrade* », on ne peut plus claire.

■ Conze, Eckart, Frei, Norbert, Hayes, Peter, Zimmermann, Moshe, *Das Amt und die Vergangenheit, Deutsche Diplomaten im Dritten Reich und in der Bundesrepublik (Le Service et le passé, Diplomates allemands sous le III^e Reich et en RFA)*, 880 pages, Ed. Karl Blessing, 2010 (non traduit).